

Le budget—M^{lle} MacDonald

Nous avons déjà atteint le taux prévu dans le budget pour 1983. Le taux de chômage est déjà de 8.3 p. 100, et l'hiver n'est pas encore là. Nous avons 10 p. 100 de chômeurs! Voilà encore un député de l'arrière-ban qui ne croit pas que le chômage existe. A l'heure actuelle, le taux de chômage est de 8.3 p. 100. C'est regrettable, mais il risque bien de monter à 10 p. 100 dans les mois à venir. C'est pour nous une grande cause de souci. Je souhaite que le député d'en face s'en préoccupe et s'en inquiète tout autant que nous. Qu'est-ce que le ministre des Finances peut bien dire à propos de tout cela? Que dit-il aux milliers de chômeurs? Il dit qu'ils doivent attendre jusqu'à ce que l'inflation diminue. En fait, ce n'est qu'une piètre consolation pour ces particuliers qui luttent pour nourrir leurs familles et pour garder leur toit.

Le chômage et la stagnation de l'industrie du bâtiment sont deux phénomènes étroitement liés. Il est évident pour presque tout le monde dans notre pays, sauf quelques députés d'en face, que nous connaissons une grave crise du logement. Nous avons besoin de 220,000 nouvelles maisons par an uniquement pour suivre le rythme d'augmentation des familles. La Société canadienne d'hypothèques et de logement a prévu que l'année prochaine il y aurait 135,000 mises en chantier. Le mois dernier, ces dernières ne se chiffraient pour l'année qu'à 104,000. Quoi qu'il en soit, ce chiffre ne représente que 60 p. 100 du nombre de maisons dont on a besoin dans notre pays. L'année prochaine nous serons à court de 85,000 maisons sans compter ce que cela aura coûté à l'économie?

L'Association canadienne du logement et du développement urbain a prévu que cette pénurie de maisons coûterait à notre pays l'équivalent de 4.2 milliards de dollars. Voilà ce que sera la crise du logement. Ce phénomène signifiera aussi 30,000 emplois de moins dans le secteur du bâtiment seul. D'après les analystes, chaque emploi dans le bâtiment en assure trois autres dans des secteurs connexes et onze autres dans l'économie en général. La crise du logement est tentaculaire et touche chaque secteur économique en particulier le secteur du bois d'œuvre et le secteur manufacturier. Des milliers de travailleurs dans nos scieries ou dans les fabriques d'appareils ménagers, de meubles ou de matériaux de construction se tournent les pouces, et combien cela en coûte-t-il sur le plan social à notre pays, d'une part à cause du manque à produire que cela représente et d'autre part à cause de l'augmentation des prestations d'assurance-chômage?

Vendredi dernier, nous avons appris qu'Admiral Canada licencierait 2 400 employés. Dans ma circonscription de Kingston et les Îles, Du Pont vient de mettre à pied 200 travailleurs. C'est une usine qui fabrique des fibres synthétiques pour la fabrication de tapis et de tentures. Millhaven Fibres, autre usine de cette circonscription, a licencié 36 personnes. Canada Cement a mis à pied 110 personnes et Alcan 102. De quoi l'hiver sera-t-il fait? Des Canadiens par milliers auront à affronter, en chômeurs, un hiver long et difficile. Cette année, c'est le ministre des Finances qui nous gâchera notre Noël avec le budget qu'il a présenté la semaine dernière.

Le chômage et la crise du logement sont étroitement liés et leur coût pour la société est très difficile à évaluer. Comment peut-on calculer en espèces sonnantes le prix des souffrances humaines? Comme les gens seront obligés d'abandonner leur maison, logiquement, nous verrons s'accroître le nombre des ménages qui seront désunis soit par le divorce ou la séparation,

le taux d'alcoolisme grimpera et les comportements antisociaux s'accroîtront, qu'il s'agisse de violence axée sur la famille ou de crimes dans la rue. Le foyer, fondement traditionnel de toute vie familiale unie, se trouve menacé. Nous avons des preuves dans le document même du ministre qu'on lui a montré et répété que les Canadiens devront s'entasser dans les logements et partager leur maison avec d'autres. Quels genres de pressions et de tensions pareille situation exercera-t-elle sur la société?

Le foyer a été certainement menacé quand le ministre chargé du logement a voulu induire en erreur les milliers de Canadiens appelés à renouveler leur emprunt hypothécaire. Il a voulu leur faire croire qu'on avait prévu de l'aide à leur intention dans le budget. Il leur a même donné à entendre que cette aide serait importante. Les propriétaires de maisons sont venus nous voir le 15 septembre pour protester contre la cherté des taux d'intérêt et le ministre leur a recommandé de se serrer la ceinture et de patienter jusqu'au budget. C'est ce qu'ils ont fait, et il leur en a coûté cher d'attendre aussi calmement. Et qu'ont-ils trouvé dans ce budget? Qu'avait-il à leur offrir? Eh bien, ce budget renfermait une maigre subvention de 38 millions de dollars à leur intention, subvention qui sera répartie entre les quelque 12,500 propriétaires de maisons que l'on considère comme les plus éprouvés. Qui devra choisir parmi les milliers de Canadiens en difficulté ceux qui figureront parmi ces 12,500 heureux élus?

Le budget ne répond même pas aux besoins des 100,000 propriétaires de maisons et plus qui auront à dépenser plus de 30 p. 100 de leur revenu brut pour leur maison après le renouvellement de leur emprunt. Le ministre chargé du logement a voulu jouer avec les sentiments des Canadiens, leur laissant à tort entrevoir une lueur d'espoir, jouant sur leur bonne foi pour faire passer le temps et ainsi sauver son propre poste. Je doute toutefois qu'après aujourd'hui, il puisse encore réussir à ce jeu.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: C'est là une blague cruelle que de susciter des espoirs chez les gens pour ensuite les tromper quand cela nous convient.

M. Laniel: C'est ce que fait l'opposition depuis des mois.

Mlle MacDonald: Ces personnes à qui on a fait miroiter cette aide, feront-elles partie de ce groupe auquel le ministre fera l'aumône de cette aide fort maigre? A titre d'exemple, je connais un couple qui habite à Kingston et qui ont une hypothèque de \$45,000. Auparavant, ils payaient \$424 par mois. Aujourd'hui, ils en paient \$683. Leur revenu net mensuel est de \$1,200. Les deux personnes qui habitent cette maison sont âgées et ont toutes deux plus de 60 ans. Leurs paiements hypothécaires représentent près de 57 p. 100 de leur revenu mensuel alors qu'auparavant, ils n'en représentaient que 35 p. 100. Une fois qu'ils ont payé leur hypothèque, les impôts, le chauffage, etc., il leur reste \$18 par mois pour se nourrir. Vont-ils faire partie des 12 500 personnes qui vont bénéficier de l'aide parcimonieuse du ministre? Vont-ils être l'un de ces privilégiés? Je connais un autre couple dont la maison est grevée d'une hypothèque de \$38,000. Auparavant, ils payaient \$356 par mois. A présent, leur paiement hypothécaire est de \$635. Dans la maison de ce couple vivent aussi, quatre enfants et une grand-mère invalide. Vont-ils eux aussi bénéficier du programme d'aide? Comment le saurons-nous? Sur quel cri-